

**Madame la Conseillère fédérale
Doris Leuthard**
Palais fédéral nord
Kochergasse 10
CH-3003 Berne

Kaiseraugst, le 8 mars 2015

Politique climatique de la Suisse.

Madame la Conseillère fédérale,

C'est avec préoccupation que je vois la Suisse s'engager de plus en plus dans une politique climatique très claire et ambitieuse, mais hélas faisant fausse route.

Depuis quelques années je me suis penché avec attention sur cette question car je ne pouvais me satisfaire de déclarations péremptoires au sujet de l'évolution du climat sans chercher à en comprendre les bases et les buts. Il s'agit d'un sujet complexe pour lequel le travail des experts est difficile à apprécier sans y consacrer beaucoup de temps et d'attention. C'est en toute indépendance, sans attachement à aucun corps constitué ou groupe d'intérêt, que je me suis forgé une opinion que je me permets de vous présenter dans cette lettre.

Tout d'abord, les faits :

- Le climat varie fortement depuis bien avant le début de l'ère industrielle et les causes n'en sont toujours pas élucidées : chaude période romaine, période froide du moyen âge, optimum médiéval, et enfin petit âge glaciaire dont nous ne savons même pas si nous en sommes totalement sortis.
Tout aussi inexplicables restent les causes de début et de fin d'ères glaciaires antérieures, la dernière finissant il y a 12 000 ans environ.
Le QUOI est abondamment décrit dans la littérature et les rapports du GIEC¹, alors que le POURQUOI en reste à des hypothèses non confirmées.
- La phase de réchauffement actuelle (+1°C depuis le milieu du XIX^{ème} siècle) est accompagnée par la montée du niveau des mers et la fonte des glaciers qui ont débuté significativement avant les émissions massives de CO₂ dues aux activités humaines.
- Personne n'est en mesure de déterminer si un changement climatique à venir aurait des conséquences néfastes ou bénéfiques pour la vie humaine. Les arguments vont dans les deux sens.

¹ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), créé en 1988.

- Un calcul simple et vérifiable de bilan thermique et de forçage radiatif indique que le CO₂ ne contribue au réchauffement actuel observé que pour moins de 30% ; selon les paramètres, encore incertains, cette contribution pourrait même être très inférieure.
- Il y a donc d'autres causes, encore inexpliquées, qui sont plus déterminantes et contre lesquelles l'action humaine est impuissante.
- Les modèles sophistiqués qui ont été élaborés sont des fictions *in silico*, non validés par les observations. À une seule exception, les 33 modèles présentés dans le dernier rapport du GIEC exagèrent tous l'estimation des températures actuelles. Le plateau de température observé depuis maintenant dix-sept ans reste une surprise pour tous les climatologues qui parlent d'une « pause » sans savoir en expliquer les mécanismes. Les modèles actuels sont donc invalides pour simuler des scénarios pour le futur et pour faire des prévisions.

Ces faits mènent à quelques arguments sévères contre l'idée qu'il faille agir pour contrôler le climat :

- Il n'y a pas de but : personne ne peut définir le climat «juste» à contrôler, ni le «faux» à éviter.
- Il est prétendu qu'il nous faut préserver le climat ou l'empêcher de s'emballer alors qu'on sait que l'action humaine, n'y jouant qu'un faible rôle, n'y corrigera donc presque rien.

Au vu de la moindre contribution attribuable au CO₂, restreindre drastiquement la consommation de carburants fossiles n'aurait pratiquement aucune efficacité.

Au mieux, la réduction des émissions de 50% proposée la semaine dernière par le Conseil fédéral ne permettrait de réduire que de quelques dixièmes de degré un réchauffement qui se déroule en dehors de notre influence, et qui pourrait tout aussi bien passer à un refroidissement, ce que personne ne peut savoir à l'avance.

- Mais il est par contre certain que cela entrainerait des conséquences sociales et économiques désastreuses, non seulement pour les populations ayant de grands besoins de développement mais aussi pour nos sociétés occidentales. Car on sait que la prospérité économique dépend essentiellement de l'utilisation d'énergie, dont 86.7% sont issus de carburants fossiles. Il est illusoire de penser que ce mix énergétique pourrait sensiblement changer en une ou deux décennies. Et rappelons que chaque tonne de carbone consommée dans le Monde est à la source de la création de 150 dollars de richesse (PIB à valeur constante US\$ 2005).
- Il y a d'autres priorités pour le développement dans le Monde, bien plus urgentes et importantes que l'hypothèse anthropique du réchauffement : santé, sûreté, éducation, pauvreté, paix, liberté, qualité de l'environnement immédiat. Même dans nos sociétés dites développées les soucis structurels d'emploi et de compétitivité, ainsi que le vieillissement de la population présentent d'énormes défis qui ne peuvent être aggravés par une situation d'approvisionnement énergétique précaire.

C'est pourquoi j'en appelle à la raison et à la sagesse du Conseil fédéral afin qu'il change sa politique climatique et qu'il cesse de poursuivre des buts inutiles et injustes, qui ne pourront pas être atteints, et qui seraient contre-productifs.

C'est ainsi qu'il faut cesser de croire à une cause anthropique du réchauffement climatique – car il s'agit bien de croyance, non étayée par des faits irréfutables. En toute logique le prétendu « consensus scientifique » à ce sujet n'est pas vrai.

Il faut aussi cesser de blâmer et taxer les usagers de carburants fossiles parce qu'ils sont la cause d'émissions de CO₂. Il est bien sûr raisonnable de développer des sources d'énergie plus durables car les réserves, bien qu'encore très abondantes, sont limitées et que la dépendance géostratégique que nous avons face à des pays producteurs situés en zone de graves et longs conflits n'est pas satisfaisante. Mais ceci peut se faire de manière ordonnée dans un contexte économique et technique non faussé par des dogmes technologiques et du dirigisme politique.

La Suisse a jusqu'ici apporté tout son soutien au GIEC et participe activement aux travaux de la CCNUCC². Ces organismes ont été créés dans la seule intention d'instruire à charge contre les influences à priori néfastes de l'activité humaine sur le climat, en particulier les émissions de gaz dits à effet de serre ; ils n'ont plus de raison d'être.

La climatologie, agrégat scientifique multidisciplinaire, doit bien sûr continuer de faire des progrès et la surveillance des climats reste une tâche importante. N'ayant qu'un seul laboratoire, la Terre, et qu'une seule expérience en cours, on sait qu'il faudra des siècles pour, peut-être, arriver à des théories concluantes. Mais ceci doit se situer dans le monde du débat et des disputes scientifiques, en dehors d'organismes gouvernementaux, comme pour toutes les autres sciences. La Suisse peut saisir l'occasion de montrer son leadership en initiant une réforme profonde et une réorientation de ces institutions.

La Suisse a une longue tradition d'apporter ses bons offices aux peuples qui ont besoin d'aide tant technique ou méthodologique que financière. Elle doit continuer cette tradition en s'orientant vers les priorités et urgences de ces peuples eux-mêmes, et non vers celles que nous voulons penser être les leurs. Il s'agit de continuer à jouir de la vie sur Terre et d'en améliorer les conditions tout en restant capable de faire face aux catastrophes naturelles et de s'adapter aux changements que notre planète nous imposerait. C'est déjà par soi-même une tâche très ambitieuse.

Les activistes en matière de lutte contre le réchauffement anthropique du climat ont pour habitude d'ignorer les arguments et propositions tels que je les présente ici. Ou alors, sous le prétexte d'une autorité scientifique qu'ils détiendraient, ils déclarent incompetents ceux qui présentent des vues telles que les miennes. Ils en sont maintenant à taxer d'irresponsable et d'amoral celui qui ne s'alignerait pas sur les priorités qu'ils ont décrétées pour le Monde entier. Pourtant, et j'insiste, je suis convaincu qu'en matière de climat et de CO₂ l'inaction est plus morale que toute forme d'activisme. Le moment est douloureux lorsque qu'il faut sonner la retraite. Beaucoup de personnes se verront soudain manquer de cause à défendre, d'activités à entreprendre, et de source de revenus. C'est pourtant une occasion idéale d'utiliser ces talents dans des domaines qui leur apporteront certainement plus de satisfaction que de lutter contre une chimère.

Madame la Conseillère fédérale, j'ose espérer que vous saurez donner bonne mesure à une réflexion qui va à l'encontre des choix que le Conseil fédéral a faits jusqu'ici. Le moment est important et la cause n'est pas telle que l'on puisse se permettre de balayer de la main tout avis qui n'est pas dans la conformité du temps. Je reste bien entendu à votre disposition pour tout éclaircissement que vous souhaiteriez recevoir.

Veillez agréer, Madame la Conseillère fédérale, l'expression de ma respectueuse considération,

Michel de Rougemont

² Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), de 1992